

Journée de formation 7 mai 2024

« L'extrême droite à la veille des élections, on essaye de comprendre »

Qu'est-ce qu'une idéologie d'extrême droite ?

Par Bruxelles J - <https://www.bruxelles-j.be/exercer-ta-citoyennete/qu-est-ce-que-l-extreme-droite/>

Le succès des idées et des partis politiques d'extrême droite ne fait qu'augmenter ces dernières années. Lors des dernières élections européennes de 2019, leurs scores ont été importants dans certains pays, tels que l'Italie ou l'Espagne. Et la Belgique ne fait pas exception. Le Vlaams Belang a atteint 12 % aux élections européennes et fédérales, et 18,5% en Région flamande. Il est devenu le deuxième parti le plus populaire du pays et a fortement augmenté son nombre de sièges dans les assemblées politiques.

1. Les caractéristiques des projets politiques d'extrême droite

L'extrême droite joue sur la peur de l'autre, de l'invasion, du déclin des traditions occidentales et de l'insécurité. Autour de cette idée centrale, différents chercheurs ont fait ressortir trois éléments qui caractérisent les partis et mouvements d'extrême droite : l'inégalitarisme le nationalisme et le radicalisme.

L'inégalitarisme

L'idéologie d'extrême droite se base sur une vision du monde inégalitaire. D'après celle-ci, il existe différentes races, ethnies ou civilisations qui sont **inégaux par nature**. Cela justifierait qu'il y ait une hiérarchie entre ces différentes catégories. Selon cette idéologie, il existe donc des personnes supérieures et inférieures. L'extrême droite se base ainsi sur le rejet de la diversité (religieuse, ethnique, sexuelle) et des droits des minorités. Suivant cette logique, un thème central dans les programmes d'extrême droite est le rejet de l'immigration. Cela passe par la fermeture des frontières, la diminution ou suppression des droits accordés aux personnes d'origine étrangère, etc. Mais cette inégalité ne se limite pas aux personnes étrangères,

elle peut aussi s'appliquer à toute minorité, qu'elle soit ethnique, sexuelle et de genre ou religieuse.

Le nationalisme

Le deuxième élément est l'**importance donnée à la Nation**. Dans cette idée, si nous ne sommes pas tous égaux et que certaines cultures et races sont supérieures, elles doivent être protégées. Que ce soit par peur, ou par sentiment de supériorité, l'autre est alors vu comme un ennemi. La culture occidentale serait menacée par les vagues d'immigration et le manque d'intégration de certains groupes. Le nationalisme vise une société repliée sur elle-même, dans laquelle la culture occidentale doit être forte et protégée.

Attention, si tous les partis d'extrême droite sont nationalistes, tous les partis nationalistes ne sont pas pour autant d'extrême droite.

Le radicalisme

Le troisième élément concerne les **moyens utilisés** pour atteindre les objectifs de l'extrême droite. Selon elle, il faut être radical : les mouvements d'extrême droite (et certains partis) vont souvent refuser le compromis, peuvent utiliser des méthodes qui sont physiquement et symboliquement violentes, et ne respectent pas toujours les principes et valeurs de la démocratie.

Par exemple, la Cour européenne des droits de l'Homme a rendu un arrêt dans l'affaire Vona. Gábor Vona est un homme politique hongrois, fondateur du parti Jobbik, historiquement d'extrême droite. Il présidait également la Garde hongroise, une milice paramilitaire d'extrême droite. L'affaire Vona concernait un groupe paramilitaire d'extrême droite anti-roms, fondé par dix membres d'un parti politique hongrois. L'Etat hongrois avait dissous cette association à cause d'activités illégales (rassemblements et manifestations anti-roms, en uniforme militaire). La Cour a reconnu qu'un Etat avait le droit d'agir de façon préventive pour protéger la démocratie, face à un mouvement qui prend des mesures concrètes pour mettre en œuvre un projet politique incompatible avec les normes de la Convention européenne des droits de l'Homme (CEDH).

2. L'extrême droite en Europe

Vidéo réalisée par la Fédération Infor Jeunes Wallonie-Bruxelles : 16 minutes

<https://youtu.be/ehtLVDE0K1k>

Stratégie

Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, plusieurs “vagues” d’extrême droite se sont succédé, avec des caractéristiques différentes. Nous sommes aujourd’hui face à des partis d’extrême droite qui veulent accéder au pouvoir. Pour cela, il faut être moins choquant et provocateur. Nous sommes donc dans une phase de lissage des discours politiques. Cette stratégie est nécessaire, à la fois pour séduire un plus grand nombre d’électeurs, mais aussi pour passer dans les médias, et surtout ne pas risquer de sanction judiciaire ou financière.

En Belgique par exemple, il existe des lois pour interdire le racisme et les discriminations, et pour renforcer l’égalité entre hommes et femmes. En cas de non-respect de ces lois, cela peut entraîner des sanctions pénales et civiles. On ne peut pas tenir des propos racistes, sexistes et discriminants en public. De plus, la loi du 4 juillet 1989 sur le financement des partis politiques prévoit que, pour pouvoir recevoir de l’argent de la part de l’Etat, un parti politique doit s’engager à respecter les droits et libertés garantis par la CEDH. S’ils veulent être financés, les partis d’extrême droite doivent donc respecter ces lois et être attentifs à leurs actes et à leur communication.

Dans le reste de l’Europe, le phénomène est le même. Les partis d’extrême droite ont pour objectif d’avoir des élus dans les parlements et de faire partie des gouvernements. Et depuis plusieurs années, ils obtiennent un nombre de suffrages croissant.

L’extrême droite en Belgique

En Belgique, l’extrême droite est présente de façon très différente en fonction des régions.

En Flandre, elle est incarnée par le Vlaams Belang. Le parti s’appelait Vlaams Blok avant 2004, mais il a été dissous à la suite d’une condamnation judiciaire pour incitation permanente au racisme. Le Vlaams Belang a connu un grand succès de 2004 à 2009, puis a subi un recul important, au profit de la N-VA notamment.

Lors des élections fédérales, régionales et européennes du 26 mai 2019, la N-VA est restée le premier parti flamand. Mais cette fois, cela n’a pas empêché le Vlaams Belang de remporter un franc succès électoral : 18,5 % des voix. Plus de 800 000 Belges ont voté pour ce parti pour le Parlement fédéral. En chiffres, cela fait plus d’électeurs que pour le PS francophone. À Bruxelles, le Vlaams Belang n’a pas cette popularité.

Du côté francophone, l'extrême droite était représentée par le Front National, qui n'a jamais réussi à s'imposer. A partir de 2010, le parti n'a plus eu aucun parlementaire élu, et il a volé en éclats en 2012. L'extrême droite est divisée et presque inexistante au niveau des partis politiques présents en Wallonie (ce qui est le cas partout ailleurs qu'en Flandre).

Il y a plusieurs raisons à cette différence au nord et au sud du pays. Une de celles-ci est l'existence du "cordon sanitaire politique". Il s'agit d'un accord politique qui a été conclu par les cinq principaux partis flamands afin d'empêcher toute participation au pouvoir de partis d'extrême droite (dès 1989). A partir de 1993, le cordon sanitaire fait aussi l'objet d'un accord du côté francophone. Il sera complété par un code de bonne conduite par la suite.

Aujourd'hui, la N-VA et une fraction de membres d'autres partis flamands parlent de plus en plus souvent de rompre ce cordon sanitaire et de s'allier au Vlaams Belang pour former un gouvernement. En pratique, certains aspects de ce cordon sanitaire politique ne sont pas strictement appliqués par tous ; citons par exemple, en 2022, la participation du président du MR à une émission TV néerlandophone pendant laquelle il a débattu avec le Vlaams Belang.

Du côté francophone, en plus du cordon sanitaire politique, il existe un cordon sanitaire médiatique. Cela signifie que les principaux médias n'interviewent pas directement de représentants de l'extrême droite et ne les invitent pas lors de débats. Des recherches ont démontré que cette stratégie contribue à réduire l'impact de l'extrême droite en Wallonie.

L'extrême droite dans les autres pays européens

En *France*, le Rassemblement National a fait un score historique aux élections législatives de 2022. Le parti de Marine Le Pen a obtenu 89 députés à l'Assemblée nationale française (soit environ 15 % des sièges). En *Pologne*, le parti ultraconservateur Droit et justice (PiS) est au pouvoir depuis 2015. Il s'est largement inspiré du parti d'extrême droite « Ligue des familles polonaises », avec qui il a été peu de temps au pouvoir au début des années 2000. Aux dernières élections parlementaires de 2019, il est parvenu à conserver 51 % des sièges à la Diète (la chambre du parlement polonais). En *Hongrie*, le Fidesz de Viktor Orbán a remporté une victoire écrasante aux législatives d'avril 2022 et détient 59 % des sièges au parlement. Ce parti s'est notamment radicalisé sous la pression du Jobbik, un autre parti hongrois historiquement d'extrême droite.

En *Suède*, le parti SD a remporté 20,5% des votes aux élections de septembre 2022, devenant ainsi le 2e parti du pays.

En *Espagne*, l'extrême droite, représentée par Vox, détient environ 15 % des sièges au parlement (l'équivalent du RN en France).

En 2017, un parti d'extrême droite accède à nouveau au pouvoir en *Autriche* : le FPÖ. Ce parti a toutefois enregistré un fort recul aux élections de 2019 et ne représente plus que 17 % de l'hémicycle (contre 28 % en 2017).

En *Allemagne*, l'AfD est descendu à 11 % après la perte de 11 sièges aux élections fédérales de 2021. Depuis la seconde guerre mondiale, aucun parti d'extrême droite n'avait réussi à obtenir 5% des voix. Cela reste donc un score important.

En *Italie*, la Ligue de Matteo Salvini, dispose en 2018 de 21 % des sièges au parlement italien. Son score a certes baissé aux dernières élections de septembre 2022, mais la Ligue s'est alliée à un autre parti italien d'extrême droite, Fratelli d'Italia, qui a remporté les élections législatives.

Aujourd'hui, l'extrême droite a gagné du terrain en Europe. Ses idées extrémistes et ses thèmes de prédilection sont de plus en plus intégrés aux débats, aux programmes politiques et aux législations. Ceci démontre que la vague de lissage des discours pour accéder au pouvoir fonctionne.

Pour une information plus détaillée sur l'extrême droite en Europe, tu peux consulter le site [État des lieux de l'extrême droite en Europe](#). Ce site web a été créé par le Centre d'Action Laïque, en collaboration avec l'asbl Territoires de la mémoire, afin de proposer un état des lieux de l'extrême droite en Europe, pays par pays.

3. Les dangers de l'extrême droite

Le danger de l'extrême droite ne réside pas uniquement dans son programme politique excluant, mais également dans l'influence qu'elle exerce sur les partis politiques traditionnels et sur les politiques publiques. Puisque les idées véhiculées par l'extrême droite sont de plus en plus populaires, les autres partis peuvent être tentés de les utiliser pour gagner des électeurs. En Belgique, certains hommes et femmes politiques se déclarent même prêts à accepter des alliances avec le Vlaams Belang pour rester ou accéder au pouvoir.

Face à ces constats, plusieurs facteurs sont susceptibles de diminuer l'influence des discours extrémistes :

- combattre toutes les formes d'exclusion (chômage, misère, etc.) ;

- éviter la banalisation de l'extrême droite et des discours xénophobes et racistes ;
- encourager la rencontre et le dialogue entre les différentes communautés religieuses, philosophiques, culturelles ou ethniques ;
- enseigner l'histoire, la citoyenneté, déconstruire les préjugés et éduquer à la tolérance ; Réfugiés & étrangers: petit guide anti-préjugés – édition 2021 – CIRÉ asbl (cire.be)
- soutenir et participer aux actions des différents organismes luttant contre l'extrême droite et le racisme. Tu peux trouver plusieurs de ces organismes dans les [adresses et coordonnées utiles](#).

Sources:

- Les différentes analyses du CRISP rédigées par Benjamin Biard, spécialiste de l'étude de mouvements et partis d'extrême droite. Voir en particulier : BIARD B. (2019), L'extrême droite en Europe centrale et orientale (2004-2019). Courrier hebdomadaire du CRISP, n°2440-2441 ; BIARD B. (2019), L'extrême droite en Europe occidentale (2004-2019). Courrier hebdomadaire du CRISP, n°2420-2421 ; BIARD B. (2021), La lutte contre l'extrême droite en Belgique. I. Moyens légaux et cordon sanitaire politique. Courrier hebdomadaire du CRISP, n° 2524-2525 ; BIARD B. (2021), La lutte contre l'extrême droite en Belgique. II. Cordon sanitaire médiatique, société civile et services de renseignement. Courrier hebdomadaire du CRISP, n° 2522-2523.
- Le Centre d'Action Laïque a créé un site web, en collaboration avec Les territoires de la mémoire, dont l'objectif est de proposer un état des lieux de l'extrême droite en Europe : le site [État des lieux de l'extrême droite en Europe](#)
- [Europol, European Union Terrorism situation and trend report 2020, pp. 63-78](#)
- Loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales [engagées [pour l'élection de la Chambre des représentants]], ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques.
- Loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie ; Loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre certaines formes de discrimination.
- Loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste allemand pendant la seconde guerre mondiale.
- Podcast de décembre 2022 de François Debras, professeur associé à l'université de Liège, rencontre avec Benjamin Biard : la montée de l'extrême droite
 - [À regarder sur YouTube : La montée de l'extrême droite – Rencontre \(PopEx\)](#)

- [À écouter sur Spotify : La montée de l'extrême droite – rencontre \(PopEx\)](#)
- En janvier 2024, le Centre d'Action Laïque a lancé une opération de sensibilisation aux dangers de l'extrême droite. Pour ce faire, ils distribuent en Wallonie et à Bruxelles un faux journal « Vraiment ».

Carte d'identité de partis et groupes politiques d'extrême droite actifs en Belgique

Par ASBL La cible



Nom : Chez Nous

Date de naissance : 2021

Lieu : Parti wallon

Président : Jérôme Munier

Site internet : www.cheznous.be

Slogan : Nous sommes une génération qui veut agir pour changer les choses !

Points clefs du programme :

- CHEZ NOUS, on respecte nos traditions, notre identité et nos valeurs
- CHEZ NOUS, on refuse l'immigration massive et on combat l'islamisation qui transforme notre pays
- CHEZ NOUS, on est puni à la hauteur des crimes et des délits que l'on commet
- CHEZ NOUS, on ne rackette pas fiscalement les travailleurs
- CHEZ NOUS, on ne gaspille pas l'argent public, on défend un État efficace
- CHEZ NOUS, on défend une écologie du terroir et de proximité



Nom : Vlaams Belang (VB)
Date de naissance : 2004
Lieu : Parti flamand
Président : Tom Van Grieken
Site internet : www.vlaamsbelang.be

Slogan : Le parti flamand national de la liberté.

Points clefs du programme :

- Une Flandre indépendante
- Une Europe libre
- Accueillant mais pas fou
- Lutter contre la criminalité
- Une Flandre sociale
- Une Flandre prospère



Nom : Nation
Date de naissance : 1999
Lieu : Mouvement wallon
Présidente : Nancy Van Den Eede
Site internet : www.nation.be

Slogan : Pour les solidaristes, la Nation est le dernier rempart contre le grand capitalisme !

Points clefs du programme :

- NATION est pour plus de sécurité !
- NATION est pour la justice sociale !
- NATION lutte contre l'extrémisme religieux !
- NATION est identitaire !
- NATION défend les (vraies) valeurs écologiques !
- NATION veut changer le système politico-financier !
- NATION est contre l'Union Européenne que nous connaissons, NATION veut une autre Europe !
- NATION pense à la jeunesse !
- NATION veut aider et promouvoir les familles !
- NATION défend les métiers de la terre !



Nom : Identité et démocratie (ID)

Date de naissance : 2019

Genre : Groupe composé de députés européens issus de dix pays, la majorité d'entre eux étant membres du parti Lega en Italie, du Rassemblement national en France et de l'AfD en Allemagne.

Président : Marco Zanni

Site internet : www.idgroupe.eu

Points clefs du programme :

- **Souveraineté :** Chaque nation européenne devrait avoir le droit de déterminer ses propres politiques.
- **Démocratie :** Les parlements devraient avoir davantage leur mot à dire dans le processus décisionnel de l'UE.
- **Identité :** Les identités nationales doivent être adoptées, respectées et préservées. Il s'oppose à l'immigration massive incontrôlée.
- **Budget :** Le groupe s'oppose à toute tentative d'imposer un budget de la zone euro.
- **Frontières :** Une meilleure protection des frontières extérieures de l'Union européenne est nécessaire.

Quel est le discours de l'extrême droite ?

Par ASBL La Cible - <https://lacible.be/extreme-droite-la-cible-cest-toi/>

L'extrême droite utilise un **discours de proximité**. Elle prétend être l'unique mouvement politique qui se préoccupe des soucis de la population. Elle centre ses propos et son programme sur les questions migratoires, de sécurité, d'inégalités. En réalité, elle récupère les peurs de chacun·e (perdre son emploi, se faire agresser) et amplifie le sentiment d'insécurité. Elle identifie et nomme les « responsables » de cette anxiété ambiante : les étranger·ère·s, les femmes actives, les partis politiques démocratiques, les délinquant·e·s, les syndicats. Elle déclare détenir les solutions pour s'en débarrasser. Elle promet ainsi de rendre la nation juste et parfaite. Insidieusement, elle élargit ses thématiques pour montrer qu'elle est capable d'être au pouvoir.

Un phénomène appelé la **fenêtre d'Overton** ou la fenêtre de discours explique en partie pourquoi nous assistons aujourd'hui à un retour de l'extrême droite. Cette fenêtre désigne le spectre du dicible. L'allégorie situe l'ensemble des idées, opinions ou pratiques considérées comme plus ou moins acceptables dans l'opinion publique de la société. Une idée vue comme inacceptable au départ va au fur et à mesure de sa répétition être normalisée et acceptée. Cette fenêtre progresse et permet de changer la perception de l'opinion publique sans qu'elle ne s'en rende compte. On peut citer la campagne de Zemmour qui a permis au Rassemblement National d'être vu comme plus acceptable. C'est ce qu'on peut appeler un changement du cadre éthique (Arduin Brahy & Dumont, 2018).